

# ARGUMENTS POUR UN ANTIRACISME DE CLASSE



*Dans un contexte de guerres impérialistes, d'offensive raciste et de montée de l'extrême droite, il est crucial d'analyser comment le racisme est structuré politiquement. Aujourd'hui, il n'est pas possible de gagner en menant des luttes sans prendre en compte la place du racisme et en particulier celle de l'islamophobie. Inversement, mener des luttes antiracistes sans prendre en compte la question de classe mène à une impasse. Cela implique une double exigence : combattre le racisme suppose d'attaquer le capitalisme qui le produit, et renverser le capitalisme exige d'affronter le racisme qui divise notre classe. D'où un enjeu stratégique : quel antiracisme permet de construire un bloc populaire large, et quelles stratégies renforcent au contraire les divisions exploitées par la classe dirigeante ?*

## **Le racisme au coeur du système capitaliste**

Le racisme n'est pas un phénomène intemporel, il est un produit de l'histoire qui apparaît avec l'émergence du capitalisme. Pour Fanon, le racisme n'est pas universel mais culturel, une particularité des sociétés européennes.

Le racisme apparaît avec l'expansion capitaliste à partir de la fin du XV<sup>e</sup> siècle, notamment avec la colonisation des Amériques et la traite transatlantique. Le développement du capitalisme repose alors sur l'exploitation massive de populations réduites en esclavage, l'expropriation violente de terres et la destruction de sociétés entières.

Dans le même temps, en Europe, s'affirme une idéologie où, sur le marché, des individus libres échangent des marchandises. Pour résoudre cette contradiction : égalité formelle d'un côté, esclavage et colonisation de masse de l'autre, il faut une idéologie qui retire à certain-es leur pleine humanité.

W.E.B Du Bois explique donc que ce n'est pas un vieux racisme "précapitaliste" qui aurait rendu l'esclavage possible, mais l'esclavage et l'économie de plantation qui ont nécessité la production d'un discours raciste pour légitimer une violence en contradiction avec les valeurs chrétiennes puis libérales.

Le racisme reste aujourd'hui indispensable au fonctionnement du capitalisme et à la domination bourgeoise.

Il remplit une fonction économique. Dans les années 70, alors que les besoins du capital s'opposent aux revendications des travailleur-euses, le recours à une main-d'œuvre immigrée et précarisée, souvent dans l'incapacité de refuser de mauvaises conditions de travail, permet d'assurer la flexibilité de l'offre de travail dont le capital a besoin, tout en préservant en apparence les travailleur-euses nationaux.

Pour fonctionner, le capitalisme a besoin que ce traitement discriminant soit accepté par les travailleur-euses blanc-hes. La fonction du racisme est de faire accepter à la classe ouvrière ce traitement inégal envers l'une de ses composantes.

En plus de justifier une surexploitation économique, le racisme remplit également une fonction politique. Il permet de diviser la classe ouvrière et d'affaiblir celle-ci dans le rapport de force qui l'oppose au capital. Comme le souligne le militant Saïd Bouamama, il consiste à « diviser ceux qui devraient être unis » travailleur-euses nationaux et immigré-es et à « unir ceux qui devraient être divisés » travailleur-euses nationaux et capitalistes.

C'est ce que W.E.B. Du Bois a théorisé comme une « color line » à l'échelle mondiale. La division raciale au sein du prolétariat constitue l'une des bases de la stabilité du capitalisme. Le racisme ne peut donc pas être réduit à un simple préjugé ou à une question morale secondaire. Il constitue un mécanisme central de la domination capitaliste : un outil efficace pour diviser, hiérarchiser et affaiblir la classe ouvrière. En opposant les plus exploité-es aux « un peu moins exploité-es », il empêche la formation d'un front commun. Tant que cette division opère, la classe reste fragmentée et notre camp structurellement affaibli.

## À gauche : un « racisme respectable »

Si le racisme est historiquement un produit de la bourgeoisie, il ne se limite pas à celle-ci. Il

traverse l'ensemble de la société, y compris notre classe et ses organisations.

Le racisme est aussi présent au sein de la gauche, qui contribue ainsi à produire un racisme « respectable » articulé aujourd'hui autour de l'islamophobie.

Les années 80 sont un moment décisif dans cette production d'une islamophobie d'État par un pouvoir de gauche. Avec le tournant de la rigueur, le gouvernement socialiste engage des plans de licenciements massifs. Les premiers touchés sont les ouvriers spécialisés (OS) maghrébins, très présents dans les grandes usines automobiles.

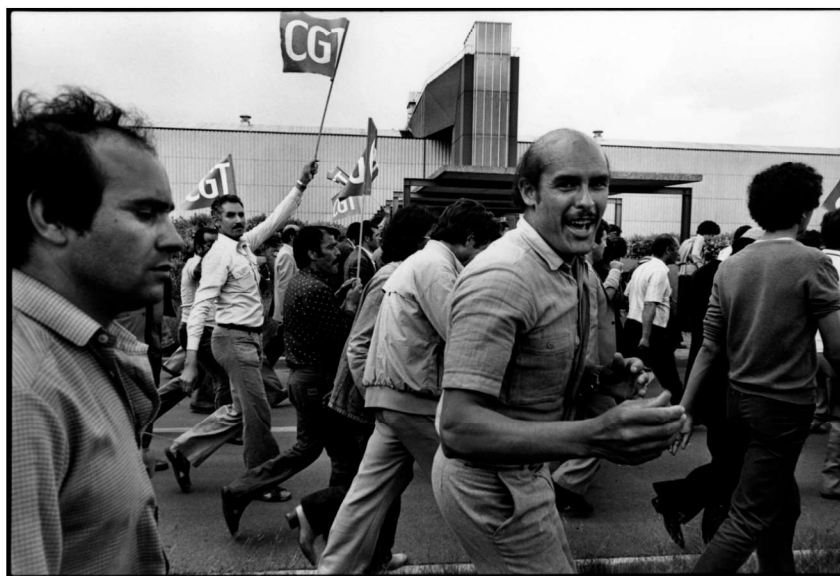
Ces travailleurs se mobilisent. Un important mouvement de grève apparaît alors qu'au même moment les revendications antiracistes prennent de l'ampleur avec la Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983.

Le gouvernement et le patronat craignent que les OS maghrébins soient rejoints dans la lutte par les ouvriers qualifiés, en très grande majorité blanc-hes et français-es. La revendication d'une salle de prière ou encore l'usage de l'arabe par des militants syndicaux maghrébin vont alors être instrumentalisés. Dans un contexte international marqué par la révolution iranienne de 1979, les grèves sont présentées comme manipulées par des « intégristes ». On assiste à la construction d'« un problème musulman » visant à diviser et fragmenter la classe ouvrière.

Cette stratégie porte ses fruits. En 1984, lors de l'évacuation de l'usine Talbot par la police, les ouvriers qualifiés chantent « les Arabes au four, les Noirs à la Seine ».

En parallèle, la création de SOS Racisme servira à marginaliser les militant-es de la Marche pour l'égalité, au profit d'un antiracisme libéral où le racisme est présenté comme une pulsion intemporelle, produit de l'ignorance de classes populaires à éduquer.

Les offensives islamophobes du pouvoir socialiste continuent avec l'affaire du foulard de Creil en 1989, qui ouvre une longue séquence aboutissant notamment à la loi de 2004 contre le foulard. Cette



La 1ère grève de Citroën Aulnay. 1982.

loi est soutenue non seulement par le PS et le PCF, mais aussi par une partie de l'extrême gauche.

L'islamophobie est devenue la forme centrale du racisme actuel. Moins disqualifiée historiquement que d'autres formes de racisme, elle trouve de nombreux relais à gauche. C'est une forme de racisme qui devient acceptable pour toute une partie de la population au nom de la défense des droits des femmes, de l'antilibéralisme, de la sécurité...

Une partie du mouvement antiraciste en tire les leçons en défendant la nécessité de son autonomie politique. C'est notamment le cas avec l'appel des Indigènes de la République en 2005. L'autonomie politique et organisationnelle des premier-es concerné-es a déjà fait la preuve de son efficacité : collectifs de sans-papiers, de mineurs isolés, organisations issues de l'immigration. Cependant, le mouvement antiraciste ne parvient toujours pas aujourd'hui à faire obstacle à l'adoption de nouvelles lois racistes.

*Dire que les travailleur-euses blanc-hes bénéficient de certains avantages ne signifie pas nécessairement qu'ils ont un intérêt fondamental au maintien du racisme*

## Les limites de l'intersectionnalité et du privilège blanc et la nécessité d'un antiracisme de classe

L'incapacité du mouvement ouvrier traditionnel à prendre en charge la question du racisme a permis le développement de théories qui ne lient pas la question des oppressions et du racisme à la question de classe.

C'est notamment le cas de l'intersectionnalité, théorie universitaire, qui s'est imposée au sein de nos luttes comme grille d'analyse utile pour penser l'imbrication des mécanismes d'oppression. Mais, si le triptyque « genre, race, classe » est constamment invoqué, la classe est le plus souvent reléguée au second rang. Lorsqu'elle est abordée, c'est rarement sous l'angle de l'exploitation, mais plutôt à travers la notion de « mépris social » : la classe n'est alors traitée que comme oppression déconnectée des rapports de production. Les réponses proposées se réduisent fréquemment à des appels à la « déconstruction », relevant davantage d'un volontarisme individuel que d'une transformation des rapports sociaux.

Une autre notion largement partagée est celle du privilège blanc. Cette idée dresse le constat que les blanc-hes bénéficient d'avantages grâce au racisme. Il est évidemment indispensable de reconnaître les inégalités que crée le racisme au sein même de notre classe et il existe effectivement des situations fréquentes où une personne blanche peut bénéficier du racisme, parfois même sans s'en apercevoir : quand elle obtient un logement ou un travail sans savoir qu'un-e candidat-e plus qualifié a été recalé-e car racisé-e.

Cette approche du racisme va cependant plus loin. Elle fait le postulat que les travailleur-euses blanc-hes ont un intérêt matériel au racisme. Leur implication dans la lutte antiraciste devient alors au mieux marginale, au pire contradictoire avec leurs intérêts. Le combat contre le racisme devient conséquemment l'affaire quasi-exclusive des personnes racisées. Or le rapport de force

nécessaire pour gagner contre le racisme ne peut être construit par les seules personnes racisées. C'est ce que démontrent les mobilisations contre les lois Séparatisme ou Darmanin.

Alors, si la nécessité d'alliances larges apparaît évidente, celles-ci sont rendues impossibles si on postule que les blancs ont un intérêt matériel au racisme. C'est une impasse stratégique qui découle d'une mauvaise analyse.

Le problème ne réside pas dans la reconnaissance des inégalités raciales, mais dans l'interprétation de leur signification.

Un antiracisme de classe part d'un autre postulat : les travailleur-euses blanc-hes ont davantage à gagner à s'allier avec les travailleur-euses racisé-es qu'avec leurs employeurs, dont l'objectif

est précisément de les exploiter.

Il faut clarifier ce que l'on entend par « privilège ». Un privilège est un avantage indu, illégitime,

auquel il faudrait renoncer. Mais dans l'usage, une confusion s'installe souvent entre privilèges et droits. Ne pas subir de violences policières n'est pas un privilège : c'est un droit fondamental qui devrait être garanti à tous-tes. Présenter ce droit comme un privilège revient implicitement à accepter sa remise en cause.

Cette logique nourrit la confusion en assimilant des acquis sociaux à des privilèges, effaçant ainsi les luttes qui ont permis de les conquérir. On la retrouve chez H. Bouteldja : « Le capitalisme sous sa forme néolibérale poursuit son œuvre impitoyable. Il grignote vos acquis sociaux ou, pour le dire d'une manière plus juste, vos privilèges ». Les acquis du CNR obtenus grâce à la lutte armée des FTP-MOI sous le nazisme sont ainsi réduits à des privilèges indus !

D'autres militants, comme Szymanski ou Callinicos, ont montré que le racisme affaiblit matériellement l'ensemble de la classe travailleuse. En divisant les travailleur-se-s, il empêche la construction de solidarités, tire les salaires vers le bas et renforce le pouvoir patronal. Les travailleur-se-s blanc-hes qui adhèrent à des logiques racistes renforcent aussi leur propre exploitation.

Cette dynamique est flagrante concernant les politiques de sécurité. Les dispositifs sécuritaires, légitimés par des discours racistes et dirigés contre les racisé-e-s, finissent par se retourner contre l'ensemble de notre classe.

Le racisme fonctionne ainsi comme un mécanisme d'« avantage relatif ». Il ne confère pas un bénéfice absolu, mais un différentiel qui permet d'obtenir le consentement d'une partie des dominé-es. Ce consentement a un prix : la fragmentation des luttes et la perpétuation de l'exploitation. C'est la raison pour laquelle il faut non seulement affirmer que les travailleur-euses blanc-hes n'ont pas intérêt au racisme, mais qu'en luttant contre le racisme aux côtés des racisé-es, iels luttent pour leurs intérêts de classe !

HUGO (TOULOUSE), SHERMS (MARSEILLE)